



UNIVERSITÉ DE FRIBOURG SUISSE
UNIVERSITÄT FREIBURG SCHWEIZ



FORMATION CONTINUE
WEITERBILDUNGSSTELLE

**CERTIFICAT EN GESTION DE DOCUMENTATION ET DE
BIBLIOTHÈQUE
2002-2003**

**Préservation et diffusion : deux missions
incompatibles ?**

Propositions pour la gestion de fonds patrimoniaux en Haïti.

Jean-Euphèle Milcé
Route en Champ Didon 116
1740 Neyruz

décembre 2003

TRAVAIL FINAL DE CERTIFICAT

Déposé auprès de :

Silvia Kimmeier, Directrice adjointe de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne
Responsable scientifique du module « Gestion des collections »

TABLE DES MATIÈRES

1.- Introduction	1
2.- Préserver en Haïti	2
2.1.- Engagement exprimé de l'Etat haïtien et dispositions légales.....	3
2.2.- Inventaire et limites des mesures appliquées.....	3
2.3.- Constat d'un échec et conséquences.....	4
3.- Diffuser des documents patrimoniaux en Haïti	5
3.1.- Les oubliés du droit à l'information (ségrégation sociale).....	5
3.2.- Les entraves à la diffusion des documents (manque d'infrastructures, absence de compétences, sélection des éventuels utilisateurs).....	5
4.- Une bibliothèque patrimoniale en Haïti : mission et état des lieux.....	6
4.1.- Brève présentation du paysage documentaire en Haïti et particulièrement des rares collections patrimoniales.....	6
4.2.- Historique de la Bibliothèque haïtienne.....	6
4.3.- Gestion de collection de la BH : acquisition, conservation, communication des documents	7
4.3.1.- Acquisition.....	7
4.3.2.- Conservation préventive et curative.....	8
4.3.3.- L'accès à l'information et aux documents.....	8
4.3.4.- Difficultés et résultats.....	9
5.- Présentation de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne	9
5.1.- La place des Collections spéciales dans la mission de la BCU/L.....	10
5.2.- Département de manuscrits de la BCU/L.....	11

5.2.1.- Politique de conservation et de préservation.....	11
5.2.1.1.- Locaux de conservation : construction et aménagement, contrôle des variations de températures et d'humidité, protection contre l'infection des documents par des agents polluants et des micro organismes, mesures contre les vols et les actes de vandalisme.....	11
5.2.1.2.- Support périphérique.....	12
5.3.- Accès à l'information: instruments de recherches	
5.3.1.- Assistance fournie aux chercheurs par le personnel du Département.....	13
5.3.2.- Inventaires sur support papier.....	13
5.3.3.- Système de gestion des banques de données utilisé par le Département des manuscrits de la BCU/L.....	13
5.3.4.- Accès à distance	14
5.4.-	
Accès	
aux	
documents.....	14
5.4.1.- Horaire et organisation du service.....	14
5.4.2.- Droits et devoirs de l'utilisateur.....	14
5.4.3.- Restrictions et copies de substitutions	15
6.- Recommandations pour une amélioration de la préservation et de diffusion en Haïti.....	15
6.1.-	
Les	
collections.....	16
6.1.1- Développement des collections.....	16
6.1.2.- Préservation et conservation des collections	16
6.2.-	
Les	
prestations.....	17
6.2.1.- Diffusion d'information et des documents	18
6.2.2.- Formation des utilisateurs	18
6.2.3.- Intégration d'un réseau.....	19
6.3.-	
Les	
collaborateurs.....	19
6.3.1.- Engagement.....	19
6.3.2.- Formation continue.....	19
7.- Conclusion.....	19
8.- Bibliographie et webographie	
9.- Liste de acronymes utilisés.....	
10.- Annexes	

Annexe 1 : Mission de la Bibliothèque haïtienne des Pères du Saint-Esprit

Annexe 2 : Magasin de la Bibliothèque haïtienne des Pères du Saint-Esprit

Annexe 3 : Charte de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne

Annexe 4 : Principes de base du système des niveaux de conservation mis au point et utilisé par la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne

Annexe 5 : Ecran d'accueil du fichier général des grands fonds du Département de manuscrits de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne

Annexe 6 : Menu de recherche du fichier général des grands fonds du Département de manuscrits de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne

1.- Introduction

Depuis près de trois décennies, Haïti fait face à de graves crises politiques, économiques et sociales. Dans le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sur les 175 pays analysés, Haïti pointe à la 150^{ème} place. Ce qui fait de lui un pays à faible développement humain et le plus pauvre de tout l'hémisphère occidental.

La lutte contre la paupérisation et pour l'instauration d'une vraie démocratie ne permet pas aux acteurs nationaux et internationaux impliqués dans le développement du pays de se pencher sur les questions liées à la gestion des biens culturels et patrimoniaux. Pourtant, pour avoir été la colonie phare du Nouveau Monde et ensuite le premier pays noir à briser les chaînes de l'esclavage, Haïti reste incontournable dans toute étude sur la traite négrière, l'histoire des Amériques et principalement celle des Afro-Américains.

De 1996 à 2000, j'ai dû traiter, en ma qualité de Directeur de la Bibliothèque haïtienne des Pères du Saint-Esprit (BH) et de membre du Conseil de direction de la Fondation Mémoire Haïti, des demandes d'informations sur l'histoire d'Haïti en provenance des chercheurs du pays aussi bien que de l'étranger. Les outils et les compétences, dont nous disposions, ne nous permettaient pas de fournir une information de qualité.

Résidant en Suisse depuis 2001, j'ai le privilège d'effectuer des stages et de travailler sur certains projets des Départements de manuscrits de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève (2001) et de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCU/L.) En 2003, j'ai intégré la première volée du « Certificat de formation continue en gestion de documentation et de bibliothèques ». Cette période riche en acquis théorique et pratique, particulièrement les cours de MM. Andrea Giovannini¹, Christian Ducharme² et Pierre Buntschu³, m'ont fourni la

¹ La préservation et la conservation des documents : La définition d'une politique de préservation et conservation du patrimoine écrit.

² Bibliothèque numérique 1 et 2.

motivation et les outils nécessaires pour aborder le sujet de la préservation et de la diffusion des documents patrimoniaux en Haïti dans le cadre de ce travail final comptant pour l'obtention du certificat en gestion de documentation et de bibliothèque.

Le document qui suit est une analyse des structures et des mécanismes de fonctionnement d'une bibliothèque patrimoniale du Sud, en me référant aux politiques développées et appliquées à la BCU/L.. A travers cette démarche, j'entends également m'exercer au transfert des connaissances accumulées au cours de ma formation continue. Ainsi, les conclusions et recommandations, dans le cadre d'une articulation et d'une mise en œuvre de politiques de conservation de communication des documents patrimoniaux en Haïti, s'inspireront largement de mes expériences et acquis bibliothéconomiques en Suisse, tout en tenant compte des particularités qui alimentent l'exception culturelle haïtienne.

Je tiens à remercier Mme Silvia Kimmeier, Directrice adjointe de la BCU/L, MM. Patrick Tardieu et Gaëtan Mentor, Directeur et Membre du conseil d'administration de la BH qui m'ont été d'un précieux secours.

2.- Préserver en Haïti

Est patrimoine haïtien tout ce qui a valeur d'héritage culturel, de repère identitaire, d'expression d'un parcours historique. Qu'il soit pris en tant que symbole ou biens inventoriés, le patrimoine ne jouit pas d'une adhésion collective. Ceci s'explique par la complexité de la problématique identitaire en Haïti. Deux pays en un seul. Le passé colonial a bipolarisé la société haïtienne. On retrouve un groupe majoritaire lié à l'héritage culturel africain et une minorité européophile, très occidentale. L'évidence est que la minorité gère depuis deux siècles le pays.

Au moment de célébrer le bicentenaire de la création de l'Etat haïtien, la connaissance des faits du passé, consignés par les générations précédentes, est essentielle à la mise en place des projets visant le progrès du pays. L'Haïtien doit se référer à des événements passés et à leurs impacts sur son environnement naturel ainsi que sur son comportement. Le double défi de conserver pour le long terme et d'accéder rapidement aux biens culturels se pose d'emblée.

2.1.- Engagement exprimé de l'Etat haïtien et dispositions légales

En préalable à un inventaire et une interrogation des mesures et politiques destinées à la préservation du patrimoine haïtien, il convient de se pencher sur les provisions légales et le cadre institutionnel approprié en place en Haïti. Le concept patrimoine est pris, dans ce document, dans le sens de la définition adoptée par l'Office des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) lors de sa dix-septième session de la Conférence Générale à Paris le 16 novembre 1972 : « œuvres qui [...] qui ont une valeur universelle exceptionnelle au point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science. »

La nécessité d'une structure devant garder la mémoire *écrite* de la République d'Haïti s'est imposée en guise de mesure d'accompagnement de la déclaration de

³ Systèmes d'automatisation de bibliothèques 1 et 2.

l'indépendance du pays en 1804. Ainsi, le secrétaire du premier Responsable politique de la jeune République, qui avait lui-même rédigé l'Acte fondateur d'Haïti, devient de facto le premier archiviste d'Etat. Il a fallu attendre jusqu'en 1860 un arrêté présidentiel promulguant la création du « Dépôt général des Archives d'Haïti ». Cet arrêté prévoyait le versement au Bureau des archives de tous les fonds générés par l'administration publique tous les 5 ans.⁴

La première loi haïtienne en matière de défense et valorisation de l'héritage culturel voit le jour en 1940. Cette loi faisait suite à la décision de 1938 qui a permis l'érection d'une bibliothèque nationale et d'un musée national, les premières institutions de ce type en Haïti. La conjoncture politique et la personnalité du Président⁵ haïtien de l'époque avaient dicté ces actions. En effet, au lendemain de l'occupation américaine du pays, qui a duré une vingtaine d'années, les responsables haïtiens ont fait de la quête de l'identité nationale une priorité. La présence de ces institutions culturelles était d'ordre politique. Toute la résistance à l'occupant s'était articulée autour des thèmes d'exception culturelle⁶. L'Haïtien a toujours revendiqué son appartenance à la culture francophone, héritage des anciens colons, par rapport à la culture anglo-saxonne.

Ce n'est que dans la constitution de 1987 que « Patrimoine »⁷ est cité pour la première fois dans un texte fondateur haïtien. Autrement, la République d'Haïti a signé toutes les conventions internationales relatives à la protection du patrimoine qui, en général, sont méconnues par les acteurs culturels et les instances politiques. Encore aujourd'hui, l'Etat ne s'est pas muni de provisions légales pour exercer un contrôle sur les biens patrimoniaux, détenus par des institutions privées et par des particuliers.

2.2.- Inventaire et limites des mesures appliquées

A la veille du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, l'engagement de l'Etat pour la protection du patrimoine culturel haïtien, entre actions posées et provisions légales, peut se résumer à ce qui suit :

19^e siècle.

- 1860. Promulgation d'un arrêté présidentiel relatif à la création des Archives d'Haïti

⁴ Article 3 du décret de Fabre Nicolas Géffrard relatif aux Archives d'Haïti

⁵ Sténio Vincent, probablement le premier haïtien formé en gestion de biens culturels, était diplômé à l'Ecole des Chartes, en France

⁶ En juillet 1915, au moment du débarquement des troupes d'occupation américaines en Haïti, un écrivain et politicien, en signe de non-allégeance aux nouveaux maîtres, se suicida par pendaison avec un dictionnaire français coincé entre la corde et son cou.

⁷ Article 215: Les richesses archéologiques, historiques, culturelles et folkloriques du Pays de même que les richesses architecturales, témoin de la grandeur de notre passé, font partie du Patrimoine National. En conséquence, les monuments, les ruines, les sites des grands faits d'armes de nos ancêtres, les centres réputés de nos croyances africaines et tous les vestiges du passé sont placés sous la protection de l'Etat.

Article 216: La loi détermine pour chaque domaine les conditions spéciales de cette protection.

- 1860. Signature du Concordat avec le Vatican. Des missions catholiques reçoivent le mandat d'éduquer les jeunes et rassembler de la documentation se rapportant à l'histoire du peuple haïtien.

20^e siècle.

- 1922. Affectation d'un bâtiment neuf à l'usage des Archives de l'Etat
- 1938. Création de la Bibliothèque nationale avec une mission patrimoniale, entre autres
- 1938. Création du Musée national
- 1950. Mise en place du Bureau national d'ethnologie⁸ et du musée du peuple haïtien
- 1951. Les Archives de l'Etat, renommées Archives Nationales sont admises comme Membre du Conseil International des Archives
- 1958. La faculté d'ethnologie accueille la première volée de futurs gestionnaires des biens patrimoniaux : muséologues, archivistes, bibliothécaires
- 1972. Premières missions de coopération technique de l'UNESCO, OEA
- 1983. Création d'un institut qui sert de plateforme à tous les organismes publics s'occupant de la culture
- 1995. Création d'un ministère de la culture
- 2000. Consultations pour la mise en place d'une politique de valorisation et de protection du patrimoine.

Haïti n'enregistre pas le même taux de croissance d'institutions culturelles que les autres pays du Nouveau continent. La plupart des décisions en faveur de la préservation du patrimoine ont été dictées par des conjonctures politiques. Ainsi, le concept de protection du patrimoine est utilisé à des fins politiciennes, ce qui le déleste de ses enjeux réels. Je peux citer, en exemple, la récente décision du Président Aristide d'ériger un Musée de la paysannerie sur son domaine familial. Il est certain que ce Musée, quel que soit son apport à la valorisation du patrimoine, sera boudé par une partie de la population et automatiquement pillé à la fin du règne d'Aristide.

2.3.- Constat d'un échec et conséquences

Si certaines de ces institutions (la plupart sont fermées ou détruites), énumérées plus haut, continuent de remplir leur mission de conservation et de mise en valeur de la mémoire collective haïtienne, les difficultés auxquelles elles doivent faire face sont légion.

- Toutes les décisions débouchant sur l'implantation d'une institution à vocation patrimoniale en Haïti sont conjoncturelles et liées à la gestion du pouvoir des responsables politiques. En règle général, ces institutions sont saccagées à la fin de chaque régime⁹.

⁸ En 1942, l'Eglise catholique et son clergé majoritairement breton, bénéficiant de l'appui du gouvernement haïtien de l'époque, organisèrent, sous prétexte de combattre la superstition, une campagne pour persécuter les non-chrétiens. Les temples du Vodou, hauts lieux populaires d'expression artistique et religieuse, ont été saccagés et / ou brûlés. Le Bureau national d'ethnologie a vu le jour à la suite de ces tragiques événements.

⁹ Pendant la guerre de l'indépendance, les principales villes du pays ont été intentionnellement incendiées. Cette stratégie visait à réduire en cendres tout ce qui pouvait rappeler le colon français. Plus proche de nous en 1986, à

- Les conditions climatiques et la dégradation de l'environnement en Haïti sont des obstacles de taille à tout projet de préservation. Pays tropical et bidonvillisé, l'investissement nécessaire en infrastructures¹⁰, pouvant maintenir la température et l'humidité adéquate dans les locaux de conservation et protéger les documents de la pollution atmosphérique, est énorme ou quasi impossible.
- La méconnaissance du rôle que peuvent jouer les institutions culturelles dans le développement du pays, les déficiences du système éducatif haïtien, le fort taux d'analphabètes¹¹ ne permettent pas aux citoyens de se reconnaître à travers ces institutions. Ceci se traduit par un manque d'intérêt dommageable de la population.
- Le besoin actuel de replacer Haïti parmi les destinations touristiques de la Caraïbe influence les plans de développement des institutions à vocation patrimoniale. Le ravissement des touristes a tendance à primer sur les besoins de mémoire et d'éducation des populations locales.

3.- Diffuser des documents patrimoniaux en Haïti

3.1.- Les oubliés du droit à l'information (ségrégation sociale)

L'oralité joue un rôle non moins négligeable dans la transmission des savoirs et pratiques culturelles et folkloriques en Haïti. Ce vecteur permet à la population d'accéder à l'expérience de la collectivité, de revisiter son histoire et de poser les questions essentielles à son avenir. Vu sous cet angle, la diffusion de l'information et l'accès aux documents patrimoniaux en Haïti, comme présenté dans ce document, devient un moyen marginal.

En dépit de cette réalité, les institutions patrimoniales cherchent des moyens de remplir leur mission de communication. Ne serait-ce que pour répondre aux besoins des chercheurs haïtiens et étrangers d'ici et d'ailleurs. Cette mission de communication, dans le contexte haïtien, est difficile à remplir. Puisque toutes les décisions des pouvoirs publics, se rapportant au patrimoine, se limitent à une intention de et à la mise en valeur.¹²

3.2.- Les entraves à la diffusion des documents (manque d'infrastructures, absence de compétences, sélection des éventuels utilisateurs)

Plusieurs facteurs empêchent une bonne diffusion en Haïti :

- Le taux d'analphabétisme du pays est le plus important de toute l'Amérique. Pour combattre cet état de fait, une forte proportion des ressources humaines et financières du pays est allouée aux campagnes d'alphabétisation. Cette politique, justifiée et défendue par le gouvernement actuel, fait passer la

la chute de la dynastie des Duvalier, tous les lieux de mémoire implantés ou protégés pendant leur règne ont été saccagés par le peuple en liesse. C'est une réaction classique après chaque changement brutal de pouvoir en Haïti. De 1986 à nos jours, on dénombre 7 « révolutions » dans le pays.

¹⁰ Un exemple : la production énergétique d'Haïti est insignifiante. Le courant électrique, disponible uniquement dans les villes, est rationné. Une vingtaine d'heures d'électricité par semaine ne suffit pas pour faire marcher les unités de climatisation obligatoires pour ramener la température ambiante dans les locaux aux alentours de 18 degrés Celsius.

¹¹ Environ 70% de la population.

¹² Cf. note 7

diffusion de documents patrimoniaux pour un luxe qu'un pays aussi pauvre ne saurait s'offrir.

- Le manque de compétences et d'infrastructures rend hasardeuse l'opération de communication des documents. En l'absence de ressources, le risque de vandalisme et de vol reste très sérieux.
- Les inégalités sociales, en Haïti, sont de nature à compliquer les tentatives de diffusion des documents en Haïti. En effet, seule l'élite politique et économique dispose d'un accès aux documents patrimoniaux.
-

4.- Une bibliothèque patrimoniale en Haïti : mission et état des lieux

4.1.- Brève présentation du paysage documentaire en Haïti et particulièrement des rares collections patrimoniales

Les bibliothèques en Haïti sont rares et disponibles que dans les principales villes. On peut les ranger dans plusieurs catégories : la Bibliothèque nationale et ses annexes départementales dans 9 villes de provinces, la bibliothèque de l'Institut français et ses satellites des Alliances françaises, les bibliothèques scolaires — d'écoles congréganistes surtout— et les bibliothèques de proximité financées par la Fondation Open Society de Georges Soros. La réalité veut que les seules qui soient véritablement fonctionnelles sont concentrées à la capitale d'Haïti, Port-au-Prince.

Les collections patrimoniales plus ou moins accessibles à la communauté des chercheurs sont détenues par deux bibliothèques congréganistes : la Bibliothèque haïtienne des Frères de l'Instruction Chrétienne, fondée en 1912 et la Bibliothèque haïtienne des Pères du Saint-Esprit (BH). Cette dernière servira à illustrer nos propos.

4.2.- Historique de la Bibliothèque haïtienne

La BH des Pères du Saint-Esprit est un centre de documentation privée et apolitique. Elle s'est donnée pour mandat de rassembler de la documentation sur l'histoire des Amériques et sur l'histoire d'Haïti dans tous ses aspects ainsi que sur l'histoire de l'esclavage.

La BH des Pères du Saint-Esprit est la doyenne des institutions culturelles du pays. Son implantation remonte à 1873, un dizaine d'années après la signature du Concordat entre le Saint Siège et le Gouvernement haïtien. Par ce document, le catholicisme est devenu la religion officielle du pays. En compensation, le Vatican s'est engagé à encourager l'installation des Missions catholiques en Haïti pour participer au redressement du système éducatif haïtien.

En 1873, les Pères de la Congrégation du Saint-Esprit présents à la direction du Petit Séminaire Collège Saint-Martial¹³ inaugurent un centre de documentation sur l'histoire d'Haïti et la traite négrière. La collecte des documents, nécessaires à la

¹³ Collège d'enseignement secondaire réservé aux jeunes garçons et à la formation des aspirants à la vie sacerdotale.

collection de départ, a été effectuée auprès de nombreuses maisons et missions spiritaines disséminées en Europe, en Afrique et en Amérique.

La bibliothèque est rapidement devenue incontournable dans le paysage documentaire haïtien. Pendant près d'un siècle, elle a accueilli des chercheurs venus de partout. Elle a su susciter un débat contradictoire autour de l'histoire d'Haïti. En 1969, la Bibliothèque, perçue comme une menace pour le pouvoir dictatorial et sans partage de Duvalier, est obligée de cesser ses activités. Ses collections, destinées à la destruction par ordre de Duvalier, ont été sauvées de justesse grâce à un heureux transfert chez des particuliers. Les responsables durent partir en exil.

A la chute de la dynastie des Duvalier en 1986, les collections ont été récupérées grâce à la ténacité des anciens utilisateurs de la Bibliothèque. Il a fallu une dizaine d'années de travail et le soutien de plusieurs institutions, notamment l'UNESCO, pour restituer la Bibliothèque à la communauté des chercheurs composés de professeurs et d'étudiants des universités haïtiennes et étrangères, d'artistes, d'écrivains, de personnalités politiques, de généalogistes (français particulièrement) et de nombreux curieux.

4.3.- Gestion de collection de la BH : acquisition, conservation, communication des documents

Les fonds de la Bibliothèque réunissent environ 25.000 livres précieux¹⁴ dont beaucoup datent du XVI^e et du début du XVII^e siècle : 40.000 pages de manuscrits, une collection de périodiques assez représentative des deux siècles de production haïtienne, plusieurs centaines de photographies, une collection d'artéfacts et un certain nombre d'œuvres à caractère historique ou artistique.

4.3.1.- Acquisition

La BH des Pères du Saint-Esprit a conçu une politique de développement des collections adaptée à sa situation financière précaire et à la réalité haïtienne. La bibliothèque s'est spécialisée dans le lobbying auprès des familles susceptibles de détenir des documents relatifs aux champs couverts par ses collections. Ainsi au fonds documentaire initial de la Bibliothèque sont venus se greffer des fonds de grande importance¹⁵ dont certains (le fonds Mangonès, par exemple) représentent plusieurs milliers de documents patrimoniaux.

En parallèle, la Bibliothèque entretient des rapports privilégiés avec les auteurs et/ou les éditeurs, ce qui lui permet de recevoir gratuitement les dernières publications qui l'intéressent.

4.3.2.- Conservation préventive et curative

La BH des Pères du Saint-Esprit est logée dans un bâtiment en béton construit au début du XX^e siècle pour servir de résidence aux Pères. Plusieurs mesures ont été

¹⁴ Un tiers est constitué de livres rares.

¹⁵ Le fonds Michel Oreste (ancien juriste et président d'Haïti), le fonds Listant des Prasdines (auteur d'une compilation d'un siècle de lois de la République d'Haïti), le fonds Mangonès (plusieurs générations d'historiens et de collectionneurs), le fonds Clérismé (anthropologue et diplomate), le fonds Dupuys (descendants directs d'un des premiers responsables politiques haïtiens), etc.

prises : réfection du bâtiment, installation d'unités de climatisation, sécurisation des voies d'accès à la bibliothèque et de la salle de consultation. Cependant, ces mesures se révèlent insuffisantes et sont loin d'être conformes aux normes internationales de conservation des documents.

La bibliothèque n'a ni les infrastructures ni les moyens financiers de s'engager dans un programme de conservation curative. De nombreux documents fragilisés par des dizaines d'années d'entreposage dans une arrière boutique ou sous un lit¹⁶ sont dans l'attente d'un miracle. Les coûts d'opération de pareils programmes sont si élevés, et la mise en œuvre si complexe, que la Bibliothèque n'envisage aucune mesure pour l'instant.

4.3.3.- L'accès à l'information et aux documents

Les trois décennies de fermeture obligée de la Bibliothèque ont ruiné un siècle d'effort de catalogage et de structuration de l'information relative aux documents. Les projets de ces dernières années se sont orientés vers le rattrapage du retard accumulé dans le développement de la collection, l'aménagement des locaux au détriment des facilités d'accès aux utilisateurs.

Ironie du sort, l'histoire particulière de cette Bibliothèque victime de l'obscurantisme d'un pouvoir totalitaire lui a valu la sympathie de certains milieux, particulièrement universitaires et politiques. La réouverture des portes de la bibliothèque, en 1996, s'est faite sous fond d'optimisme. Les demandes d'accès, par curiosité d'abord et par besoin académique ensuite, ont afflué. Complaisants au début, les utilisateurs n'ont pas mis beaucoup de temps pour réagir et exiger un minimum de service garanti.

En matière de communication des documents, le principal souci de la Bibliothèque réside dans la nature des demandes et de leur provenance. La diaspora haïtienne est, dans une forte proportion, composée de personnes issues de la classe moyenne et très intéressées à l'histoire de leur pays. En sa qualité de centre spécialisé sur l'histoire de la traite négrière et sur le cheminement de la première République indépendante noire au monde, la BH est la source d'information privilégiée pour des chercheurs établis en Amérique du Nord, en France et dans une moindre mesure dans le reste de l'Europe et en Afrique.

Profitant de la forte percée des technologies de l'information et de la communication, la Bibliothèque s'est lancée, avec l'aide de l'UNESCO, dans un programme d'automatisation assez ambitieux, en regard de l'absence flagrante d'infrastructures (électricité, compétences, sécurité) en Haïti. L'UNESCO a fourni un logiciel (WINISIS¹⁷) pour la constitution d'une banque de données informatisée.

Dans ce même état d'esprit, la Bibliothèque s'est équipée d'un atelier de numérisation. Ainsi, elle a pu développer des projets de transfert de certains documents sur des supports plus faciles à diffuser. En parallèle, une salle de

¹⁶ Cf : Période de la fermeture de la Bibliothèque (1969-1986).

¹⁷ Ce logiciel développé par l'UNESCO, dont le soutien technique est assuré par ses soins, est très simple d'application et tout à fait indiqué pour une bibliothèque pauvre. D'autant plus que ce logiciel offre une passerelle pour la diffusion en ligne.

consultation d'une capacité de 50 places a été aménagée avec le concours d'une banque commerciale. Cette installation permet de recevoir les chercheurs et de mettre à leur disposition les ressources documentaires de la Bibliothèque (bases de données, catalogue et documents).

4.3.4.- Difficultés et résultats

La politique de communication des documents de la BH, si louable soit-elle, se heurte au dysfonctionnement généralisé d'un pays à l'agonie et aux manques de ressources humaines et financières. Pour ses projets la bibliothèque doit compter sur des coopérants étrangers bénévoles. Le climat d'insécurité qui sévit dans le pays a obligé la bibliothèque à renoncer à cette pratique plus que bénéfique.

Quant aux copies de substitution, elles sont effectuées à la carte. Les chercheurs, qui en ont les moyens, parrainent la numérisation d'un document et reçoivent une copie sur disque optique en contrepartie. Il est évident que la Bibliothèque ne dispose pas de moyens suffisants pour mettre en place un programme de communication de documents à la fois juste et cohérent.

5.- Présentation de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne

La BCU/L est la principale bibliothèque du canton de Vaud et l'une des plus importantes en Suisse. Elle a le statut d'une institution publique dépendant directement du Service des affaires culturelles du Département des institutions et des relations extérieures du canton de Vaud.

De par sa mission, la BCU/L doit rendre complémentaires plusieurs pôles de compétences. Elle est à la fois bibliothèque patrimoniale, bibliothèque de lecture publique et bibliothèque académique, partenaire de l'Université de Lausanne. Parallèlement, elle soutient la vie musicale locale.

Dans le cadre de ses activités, la BCU/L exploite quatre sites :

- La Bibliothèque de la Riponne, essentiellement cantonale, gère les collections se rapportant au patrimoine culturel régional : Dépôt légal et Documentation vaudoise notamment. Cette bibliothèque développe également des collections relatives à la culture générale
- La Bibliothèque des Cèdres est détentrice d'une collection spécialisée en théologie. Précédemment mise en place par la Faculté de théologie de l'Eglise évangélique libre du canton de Vaud, cette Bibliothèque est passée sous la gestion de la BCU/L en 1965.
- La Bibliothèque de Dorigny et la Bibliothèque de Droit et des Sciences économiques sont avantageusement situées sur le Campus de l'Université de Lausanne. Elles desservent la communauté universitaire avec plus de 450.000 volumes disponibles rien qu'en libre accès.

5.1.- La place des Collections spéciales dans la mission de la BCU/L

Comme mentionné plus haut, la mission confiée à la bibliothèque l'associe à la gestion des biens patrimoniaux. Elle fait partie de ces institutions mandatées par l'Etat pour « veiller autant que possible, à ce qu'aucun document historique de valeur se trouvant en possession des communes, d'institutions privées ou de particuliers ne court le risque d'être perdu »¹⁸.

Cette loi définit les rôles et les compétences des différentes institutions publiques aptes à intervenir sur les questions liées au patrimoine. À la Bibliothèque cantonale, elle confie la mission entre autres « de conserver et de mettre à la disposition du public : des manuscrits, lettres, mémoires et autres supports d'informations (tels que disques, bandes magnétiques, films, microfilms) présentant un intérêt littéraire, historique, culturel ou scientifique ».¹⁹

Pour remplir à bien à sa mission de conservation, la BCU/L s'est dotée d'une structure à cinq branches. Sous l'appellation « Les Collections spéciales » se rangent le Service de dépôt légal, la Documentation vaudoise (ces services gèrent l'ensemble des documents ayant le canton de Vaud comme lieu de production ou comme sujet), les Archives musicales (gère l'ensemble des documents originaux relatifs au patrimoine musical du canton de Vaud), la Réserve précieuse (imprimés rares, précieux, anciens, à forte valeur marchande) et le Département des manuscrits.

Les services de la BCU/L, ceux dédiés à des fins patrimoniales entre autres, se retrouvent autour d'un credo et des objectifs communs exprimés dans la Charte de la BCU. Ce document fait office de « Texte fondateur ». Les restrictions imposées par la nature de ce travail ne permettent pas de débattre plus longuement sur la Charte de la BCU – j'y reviendrai dans le chapitre consacré aux recommandations- et pas de passer en revue tous les services concernés par la gestion des collections patrimoniales. Le propos de ce travail s'intéresse particulièrement au Département de manuscrits de la BCU/L. Ce service, de par la nature de ses collections, se rapproche beaucoup de la BH, sujet principal de ce travail.

5.2.- Département de manuscrits de la BCU/L

Le Département de manuscrits de la BCU/L est situé sur le site de Dorigny. Sa mission essentielle est de collecter, de conserver et de communiquer tous types de documents se rapportant à la vie culturelle et scientifique du Canton de Vaud. Les mémoires de licence des facultés des Lettres, des Sciences Sociales et Politiques et de Théologie de l'Université de Lausanne sont également déposés au Département de manuscrits.

En chiffre, le Département de manuscrits gère plus de 500 fonds d'archives (d'écrivains, de scientifiques, de personnalités politiques et de maisons d'édition), plus de 10.000 pièces isolées, plus de 10.000 photographies, plus de 2000 cartes anciennes et des manuscrits illuminés.

¹⁸ Article 12, alinéa 2, loi du 19 septembre 1978 portant sur les activités culturelles du Canton de Vaud.

¹⁹ Article 15, alinéa 4, loi du 19 septembre 1978 portant sur les activités culturelles du Canton de Vaud.

5.2.1.- Politique de conservation et de préservation

La politique de conservation mise en œuvre au Département des manuscrits de la BCU/L est rigoureuse. Conformément à l'engagement pris dans sa Charte, la BCU/L s'investit et poursuit ses objectifs de préservation et de conservation à long terme de ses collections. La réflexion menée par les cadres de la bibliothèque, particulièrement par les responsables des collections spéciales, a permis de prendre des mesures préventives et curatives dont l'élaboration de programmes appropriées fiables. Les actions et les discussions, entreprises par la Bibliothèque, ont l'avantage d'être depuis peu partagées par les partenaires de son réseau d'appartenance.²⁰

5.2.1.1.- Locaux de conservation : construction et aménagement, contrôle des variations de températures et d'humidité, protection contre l'infection des documents par des agents polluants et des micro organismes, mesures contre les vols et les actes de vandalisme.

Le bâtiment du site de Dorigny est une construction récente (1982) conçue en fonction des besoins de conservation de la Bibliothèque. Les collections sont abritées dans des magasins susceptibles de les protéger contre de graves catastrophes naturelles et même en cas de bombardement²¹.

Pour contrôler et intervenir sur la température ambiante et le taux d'humidité des magasins, la BCU/L utilisent des hygrothermographes pour relever les variations climatiques. Aménagés au sous-sol, les magasins ne sont pas exposés à des sources naturelles de lumière. En plus, les lampes des dépôts du Département des manuscrits et de la Réserve précieuse sont rarement allumées.

Néanmoins, tous les locaux n'offrent pas les mêmes conditions de température afin d'obtenir un taux d'humidité correct. Tel est le cas du libre accès et de la salle de consultation. Les documents, sortis du magasin –conditionné- pour consultation, subissent l'agression de la température ambiante de la salle de consultation. Toute une paroi, de cette dernière, est faite de baies vitrées. La salle est de plain-pied. Les fenêtres (parfois ouvertes) donnent sur un pâturage en lisière de forêt. La climatisation, souhaitée par les responsables des services utilisant la salle de consultation, n'est pas envisageable car elle entraînera des travaux d'un coût disproportionné que l'Université -dont la BCU/L est locataire – n'est pas prête à engager.

Les documents conservés au Département de manuscrits de la BCU/L reçoivent un traitement qui les place à l'abri des agents de dégradation. Les documents sont rangés dans des enveloppes ou dans des boîtes non acides. Les corps étrangers comme l'encre, la colle, les codes à barre, les système antivols sont systématiquement prohibés.

Cette série de mesures qui contribue largement à la longévité des documents patrimoniaux est le résultat de la politique de préservation élaborée et mise en œuvre à la BCU/L. Par rapport à ses multiples missions la Bibliothèque gère plusieurs

²⁰ Le plan de préservation et de conservation de la Bibliothèque est l'objet d'un groupe de travail, dans le cadre du Réseau romand, animé par des responsables de la BCU/L.

²¹ Le bâtiment du site de la Riponne, moins approprié, a été l'objet de grands travaux de réfection pour sécuriser les magasins. Préventivement, un plan catastrophe (déjà répété en conditions de simulation à la BCU/R) a été élaboré. En cas de besoin, il permettra d'intervenir pour sécuriser les documents par ordre d'importance.

catégories de collections. Des documents indésirables aux collections gelées en passant par les consommables, un niveau de conservation²² (0 à 4) est attribué à chaque catégorie. Les niveaux déterminent, en effet, le type de traitement auquel sont soumis les documents.

Enfin, la BCU/L fait tout pour éviter le convoyage incessant des documents qu'elle conserve vers d'autres lieux. Dans ce sens, les deux Instituts et le centre de recherche, utilisant énormément les fonds de la Bibliothèque, sont hébergés dans la bibliothèque, à proximité du Département de manuscrits.

5.2.1.2.- Support périphérique

La BCU/L continue de réaliser des copies de substitution et ou de sauvegarde de certains documents destinés à la conservation mais fortement sollicités. Ces interventions concernent certains fonds manuscrits et documents précieux ou fragiles. A titre d'exemple, on peut citer la numérisation et le transfert sur cédérom d'une Bible enluminée du XII^{ème} siècle (Bible Porta), du fonds iconographique de Pierre Gilliard relatif à la fin du tsarisme en Russie, des témoignages de l'établissement des Huguenots fuyards en terre vaudoise après la révocation de l'Edit de Nantes, etc.

Au niveau des actions curatives, la BCU/L dispose d'un atelier de reliure. Pour les cas qui nécessitent une intervention complexe et pointilleuse, comme pour la restauration de la Bible Porta, la BCU/L fait appel à de l'expertise extérieure.

5.3.- Accès à l'information : instruments de recherche

5.3.1.- Assistance fournie aux chercheurs par le personnel du Département

Le Département des manuscrits sert aussi de dépôt pour les mémoires de licences de l'Université. La majorité absolue (51%) des demandes d'informations concerne cette collection. Viennent ensuite, les demandes relatives aux manuscrits (45%)²³. L'utilisateur des fonds gérés par le Département bénéficie d'une assistance, la plupart du temps, personnalisée. Pour 1594 consultations durant l'année 2002, les responsables et employés du service ont répondu à 1013 demandes d'information. Pour trois consultations sur quatre, l'intervention du personnel est requise ; des chiffres qui démontrent la dépendance des utilisateurs à l'assistance fournie par le service. Le personnel du Service est sollicité par le chercheur pour pallier l'absence de poste de travail informatique dans la salle de lecture.

5.3.2.- Inventaires sur support papier

Les utilisateurs du Département des manuscrits ont recours, dans le cadre de leurs recherches, aux dossiers d'inventaire de fonds régulièrement mis à jour par la Responsable du service. Les chercheurs sont généralement orientés, par le personnel, vers les classeurs d'inventaire. Ce qui explique leur importance primordiale pour l'accès à l'information concernant les fonds gérés par le Département. Les dossiers d'inventaire sont rangés dans des classeurs en libre accès dans la salle de consultation. Ils sont complétés par un fichier manuel disponible à l'entrée de la salle de consultation.

²² Voir annexes 4.

²³ Ces chiffres sont tirés du rapport annuel de la BCU/L pour l'exercice 2002.

5.3.3.- Système de gestion des banques de données utilisé par le Département des manuscrits de la BCU/L

En 1985, le Département de manuscrits s'est doté d'un système de traitement informatique de ses ressources. Le logiciel de gestion retenu (File maker²⁴) permet de cataloguer des fonds tout en évitant des procédures complexes. 4 postes informatiques interconnectés alimentent une base qui s'enrichit au fur et à mesure. Rien que pour l'année 2002, plus de 14.000 notices ont été préparées. Ce système, quoique basé sur la micro-informatique, permet de constituer un corpus facile à diffuser en ligne, à l'avenir. Les utilisateurs, qui le désirent et qui font la demande, peuvent accéder à cette base de donnée, fruit de deux décennies de travail de saisie d'informations.

5.3.4.- Accès à distance

Le Département des manuscrits de la BCU/L alimente ses propres pages sur le site Internet de la bibliothèque. Le chercheur se voit proposer un outil qui lui permet d'accéder à une liste de Grands fonds et aux sujets indexés. L'accessibilité en ligne s'arrête à une description sommaire des fonds. Si l'on prend en guise d'exemple le Fonds Clavel/Pratte, qui tout en restant ouvert comprend déjà plus de dix mille notices, l'utilisateur doit venir travailler à la bibliothèque ne serait-ce que pour compiler les premiers éléments bibliographiques nécessaires à son travail. Les inventaires détaillés ne sont disponibles que sur disque local ; comme la salle n'offre pas de postes informatiques en libre accès, le recours aux fichiers manuels et aux inventaires papiers s'impose.

5.4.- Accès aux documents

5.4.1.- Horaire et organisation du service

Les documents, provenant de collections gérées par le Département de manuscrits et la Réserve précieuse, sont communiqués aux chercheurs en salle de consultation²⁵. En comparaison avec l'organisation d'autres services similaires, le délai d'attente pour le chercheur est insignifiant. Les employés en salle, le plus souvent par équipe de deux, portent la double casquette de surveillant et de magasinier. Lorsqu'une demande arrive, un des deux l'exécute sur le champ. La salle est ouverte de 10 heures à 17 heures du mardi au vendredi et de 13 heures à 17 heures le lundi. Néanmoins, cet aménagement des heures d'ouverture de la salle de consultation pénalise les chercheurs exerçant une autre activité.

5.4.2.- Droits et devoirs de l'utilisateur

Comme exprimé dans l'Objectif général de la Charte de la BCU/L et en conformité avec le Règlement général de la BCU/L arrêté par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud, l'accès aux documents gardés par le Département est garanti à toute personne de plus de quatorze ans résidants sur le canton de Vaud et à tous les immatriculés et partenaires de l'Université de Lausanne et de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

²⁴ Filemaker a l'avantage de suivre les évolutions des langages normalisés d'exploitation des documents. Les récentes versions disposent d'une interface compatible pour le transfert d'informations vers un module Web.

²⁵ Voir chapitre sur la préservation

Cependant, les chercheurs, qui doivent être préalablement inscrits au registre des utilisateurs, communiquent leurs demandes au moyen de fiches de commande. Pour chaque document, le chercheur remplit un bulletin où il doit mentionner son nom et les références du document sollicité. Ces informations sont consignées dans un registre par l'employé en salle. Le document n'est livré que contre une pièce d'identité gardée jusqu'à la fin de la consultation. Les utilisateurs sont tenus à ne pas abîmer les documents consultés ni gêner les autres utilisateurs.

5.4.3.- Restrictions et copies de substitutions

Des procédures définissent les possibilités de reproduction de certains documents. D'une part certains documents sont extrêmement fragiles et d'autre part, bon nombre de documents sont protégés par un accord ou par les lois de la propriété intellectuelle. Les reproductions sont soumises à l'aval du personnel et dans certains cas, l'utilisateur doit avoir une autorisation émanant directement de l'ayant et/ou de la Responsable du Département.

Par ailleurs, les documents transférés sur un autre support, dans le cadre programme de copie de sauvegarde et de substitution de BCU/L²⁶, sont systématiquement proposés aux chercheurs à la place du document original.

La rigueur et la précision des politiques élaborées et adoptées par la BCU/L sont à la hauteur de sa responsabilité à l'égard du patrimoine important qui lui est confié. Les actions posées en faveur de la conservation et le mode d'accès à l'information et aux documents conservés font de cette bibliothèque un modèle qu'il convient de proposer aux bibliothèques des pays moins avancés.

6.- Recommandations pour une amélioration de la préservation et de diffusion en Haïti

Les efforts déployés depuis tantôt quinze ans pour redresser la BH traduisent une volonté forte des responsables de s'accrocher au mandat qui leur est confié :

- Rassembler toute documentation sur l'histoire d'Haïti sous tous ses aspects, l'histoire des Amériques, principalement des Caraïbes et des Antilles, l'histoire de l'esclavage.
- Garder cette documentation en Haïti et préserver cette collection contre toute forme de détérioration et contre la destruction.
- Mettre cette documentation à la disposition des chercheurs, des étudiants ou des dilettantes.

S'il faut en tenir à la situation actuelle de la BH - telle que décrite au chapitre 5-, la bibliothèque, pour survivre, a besoin de revoir ses structures et ses politiques. Jusqu'à présent, la BH joue sur sa notoriété et sur ses rapports avec les hommes et l'histoire d'Haïti. Une réflexion globale sur l'avenir de BH doit être amorcée, à l'instar de celle conduite par la BCU/L à la fin des années 80 et dont les raisons sont

²⁶ Mention faite dans le chapitre sur la préservation

données par M. Hubert Villard, directeur de la BCU/L : « Comme dans tout autre domaine, plus l'environnement dans lequel on doit œuvrer change, et souvent de manière chaotique, plus on ressent le besoin de se reposer sur des lignes de conduite fondamentales qui guident l'ensemble des actions et fondent les décisions. C'est peut-être là une illusion, mais certainement plus qu'une affaire de mode. Entre le pragmatisme, dont le succès repose essentiellement sur le génie d'une personne visionnaire et charismatique, et l'approche méthodique qui tente d'orienter de manière participative un groupe de responsables vers un but commun, nous avons adopté la seconde voie, sachant pouvoir compter sur des multiples compétences et enthousiasmes en place »²⁷

Les directives adoptées suite au constat fait par les Responsables de la BCU à la fin des années 1980 ont permis à la Bibliothèque de s'adapter aux profondes mutations du moment. Ce n'est pas un hasard si les performances de la BCU/L font d'elles l'une des plus importantes bibliothèques de la Suisse. Les recommandations qui suivent, destinées à une amélioration de la préservation et de la communication en Haïti, s'inspirent de l'expérience de la BCU/L.. Elles sont axées sur trois points : les collections, les prestations et les collaborateurs.

6.1.- Les collections

6.1.1- Développement des collections

Les collections de la BH sont hautement spécialisées, rares et constituées en grande partie de sources premières. Les documents nécessaires au développement des collections sont détenus par des familles ou par des libraires spécialisés. Jusqu'à présent, l'accroissement des collections de la BH dépend de dons et de dépôts. Cette stratégie se base sur les relations de l'équipe en place et ne garantit aucune continuité. La BH doit, dans un document écrit, statuer sur sa politique de développement et particulièrement développer un plan de financement et une véritable politique d'acquisition.

6.1.2.- Préservation et conservation des collections

Les collections de la BH, de par leur rareté, font l'objet d'un souci constant de conservation de ces documents pour les générations présentes et futures. D'ailleurs, le mandat de la Bibliothèque va en ce sens. Cette tâche n'est pas aisée, et ce pour différentes raisons ajoutées au manque de ressources financières et humaines :

- Les conditions climatiques²⁸ et l'insalubrité environnementale en Haïti ne sont pas favorables à la conservation des documents. La BH est située en plein centre ville de Port-au-Prince, capitale d'Haïti. Cette ville connaît actuellement un accroissement sauvage de sa population. De 50.000 habitants en 1950, elle est passée à 1.500.000 en 2000.²⁹ A cause de la bidonvilisation excessive, les infrastructures et les conditions sanitaires se sont dangereusement dégradées. Autour des murs de la bibliothèque, les décharges publiques se multiplient. Les rongeurs se fauillent partout.

²⁷ Une démarche stratégique à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne. Dans : Dr Freddy Gröbli (ed.) : Für alle(s) offen. Bâle. Bibliotheken auf neuen Wegen. Oeffentliche Bibliothek der Universitat Basel.

²⁸ Pays tropical exposé à des vents cycloniques.

²⁹ Trouillot, Michel-Rolph (2000) : Port-au-Prince, Haïti, l'état d'un siège : Lire Haïti no 1, pp. 5-13.

- Les révolutions à répétition et la prise en otage du pouvoir par des organisations populaires ont installé un climat d'anarchie dans le pays. L'Etat se trouve dans l'incapacité d'exercer son autorité et les institutions fonctionnent selon les humeurs de « la rue ». Le pillage reste un acte impuni en Haïti.

Par rapport à l'insalubrité environnementale, le nettoyage permanent des abords du bâtiment est primordial. Devant l'inertie des pouvoirs publics, la BH ne peut pas compter, même à moyen terme, sur l'intervention des services de la voirie. Ayant travaillé pour cette bibliothèque et étant imbu du comportement des haïtiens, la BH doit mener une campagne de sensibilisation auprès des habitants des quartiers environnants. En contrepartie d'animations culturelles élaborées, les habitants pourront se rendre responsables de la protection des collections témoins de leur histoire. Un travail de proximité s'impose. Cette stratégie peut être valable pour contrer les risques d'incendies et de pillage.

Par ailleurs, la BH doit arriver à une constance de la température dans ses locaux de conservation. Il est vrai que des unités de climatisations aient été installées pour faire chuter la température ambiante à 20 degrés et ramener le taux d'humidité entre 40% et 50%, mais la chaleur pénétrant à l'intérieur des locaux par les fenêtres et les portes et les coupures intempestives du courant soumettent les documents à des variantes de température et d'humidité. Il est nécessaire d'appliquer des pellicules filtrant les infrarouges sur les fenêtres, de changer le système d'ouverture des portes donnant accès au document et d'installer un système d'autonomie électrique.

Tant que ces conditions minimales ne sont pas remplies, il est fort risqué de parler de conservation curative. Andréa Giovannini l'explique en ces termes : « Les conditions de conservation déterminent la rapidité des processus de dégradation : dans de bonnes conditions il est possible de ralentir l'évolution de certaines maladies et d'en éviter d'autres. Par contre, dans des conditions défavorables, un livre se détruit en quelques semaines ; la restauration même devient inutile, parce que les livres se dégradent plus vite qu'on peut les restaurer, et un livre restauré exposé à des mauvaises conditions perdra très vite les avantages acquis par la restauration. »³⁰

6.2.- Les prestations

En raison de la pauvreté de l'offre documentaire en Haïti et de la richesse de ses fonds, la BH doit assurer certaines prestations dont :

- Un soutien à l'enseignement dispensé dans les facultés de Sciences sociales des universités haïtiennes ;
- L'accès à plus grand nombre de chercheurs à l'étranger et surtout aux communautés haïtiennes de la diaspora ;
- L'organisation d'exposition et de colloques pour illustrer et accompagner les principales manifestations liées à la spécialisation de la Bibliothèque³¹

³⁰ Giovannini, Andrea : Introduction à la conservation et à la restauration du livre. Support de cours.

³¹ La Bibliothèque présente jusqu'à 4 expositions par année. L'une des plus importantes a été celle, itinérante, consacrée à la « Route de l'Esclave, en 1997 » commandée par l'UNESCO.

6.2.1.- Diffusion d'information et des documents

Pour diffuser l'information relative à ses collections, la bibliothèque doit compter sur les possibilités offertes par les TIC. Il est important que la BH s'intéresse aux discussions menées dans le cadre du « Sommet Mondial sur la Société de l'Information » pour saisir les nouvelles opportunités et s'inscrire dans l'avenir par le biais de la coopération. Ainsi, les données catalographiques de la BH, générées par le logiciel WINISIS, pourront devenir accessibles à distance.

Pour l'accès aux documents, il serait profitable à la BH de déterminer un cadre cohérent pour la diffusion des documents. Comme expliqué dans le chapitre consacré à la présentation de la BH, la Bibliothèque fait recours à la numérisation pour satisfaire certains chercheurs qui peuvent payer. Cette stratégie mobilise la plupart des ressources de la bibliothèque sur un projet « privé » au détriment des autres utilisateurs.³² La BH doit revoir les critères de choix des documents à diffuser en raison de leur état de dégradation et du rythme de leur consultation. Enfin, la salle de consultation doit être sécurisée et le réseau intranet développé pour les consultations intra-muros.

6.2.2.- Formation des utilisateurs

Expérience faite, les chercheurs, qui ont connu la BH avant sa fermeture en 1969, se sentent agressés par les efforts d'automatisation entrepris par la bibliothèque. Pourtant, ces chercheurs sont les plus généreux envers la BH et ne ménagent pas leurs efforts pour assurer sa survie. Un bon programme de formation des utilisateurs permettrait d'une part de rassurer certains nostalgique et surtout d'apporter la maîtrise des nouveaux instruments de recherche à une population de chercheurs privés d'un environnement adapté aux mutations technologiques. La formation des usagers contribuerait certainement à limiter les risques de dégradation, de vol et de pillage.

6.2.3.- Intégration d'un réseau

Les récentes et actuelles consultations multilatérales (sur le racisme, l'élimination de la dette des PMA, la fracture numérique, la mondialisation, les populations autochtones, la migration, etc.) menées sous les auspices de l'ONU, font référence de plus en plus aux conséquences de la traite négrière et de l'esclavage, spécialités de la BH. Des côtes africaines à l'Amérique en passant par l'Europe, le triangle de la traite interpelle plus d'un. Les centres de documentation, les musées émergent, les archives refont surface par devoir de mémoire. La BH a tout intérêt à optimiser ses rapports avec ces institutions et militer pour la mise en place d'un réseau solide et efficace.

6.3.- Les collaborateurs

De sa fondation en 1873 à 1969, la BH a toujours été gérée par des religieux de la Congrégation des Pères du Saint-Esprit. Chassés du pays en 1969, ils sont revenus

³² Je cite en exemple un travail de numérisation de documents réalisé par la BH pour le compte d'un romancier américain, Madisson Smart Bell. 4 employés sur 12 à la Bibliothèque ont travaillé sur ce projet pendant un mois. La copie gardée par la Bibliothèque s'est révélée sans intérêt pour les autres chercheurs puisque les documents numérisés n'étaient pas dans les catégories des plus fragiles et des plus consultés.

moins nombreux et moins intéressés en 1986. Pour se doter en personnel, la BH fait recours actuellement à des laïques. Par souci de protéger les collections, le principal critère d'engagement d'un collaborateur reste la confiance. Ceci est loin d'être suffisant. Dans toute l'histoire de la BH, rares sont les employés qui répondent au profil souhaité pour le travail en bibliothèque.

6.3.1.- Engagement

Pour poursuivre ses objectifs, la BH doit élaborer des modalités précises en matière de recrutement. Le manque de bibliothécaires et de spécialistes dans la gestion de l'information rend cette opération particulièrement délicate. Il convient à la BH d'identifier les postes de travail stratégiques, de rédiger les descriptions de tâches et d'établir les habiletés et connaissances exigées aux candidats.

6.3.2.- Formation continue

Comme partout ailleurs, seul le recyclage permanent permet aux professionnels de la documentation de s'adapter aux profondes mutations qui bouleversent leur milieu. La formation continue est une option heureuse pour la BH. D'autant plus que c'est possible grâce à l'engagement et à la présence en Haïti des cellules de l'AUPELF, de l'UNESCO, de la FOKAL de l'Agence pour la Francophonie et des Services de Coopération de la CEE et particulièrement de la France.

7.- Conclusion

Peut-on encore croire à la protection et encore moins à la valorisation du patrimoine documentaire en Haïti ?

Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre à cette question. Pourtant, j'ai la prétention de bien connaître Haïti et particulièrement les milieux impliqués de près ou de loin dans la gestion du patrimoine haïtien. Au moment de conclure, je ne peux pas affirmer que Patrick Tardieu, l'actuel responsable de la BH – avec qui j'ai discuté tout au long de la réalisation de ce travail – soit toujours à son poste. Permanence d'une crise politique, récession vertigineuse de l'économie, terreur au quotidien. Personne n'ose espérer. Le pays se vide. On ne compte plus les départs de ceux qui ont la patience et les compétences pour faire fonctionner les institutions. Les limites de mon travail se justifient à travers cette situation décrite plus haut.

Les principales difficultés rencontrées au cours de la réalisation de ce travail sont liées à mon impossibilité de travailler sur place. Le fait de travailler en Suisse m'a privé d'une confrontation directe avec la réalité actuelle de la Bibliothèque. Sur place, j'aurais mieux cerné les besoins des utilisateurs et l'intérêt manifesté par certaines institutions (Agence pour la francophonie, Ambassade d'Allemagne, Coopération Française, Harvard University, Conseil Général de la Martinique) pour cette Bibliothèque.

Toutefois, le rôle central d'Haïti dans l'histoire des peuples noirs, l'engagement des haïtiens expatriés, le support de l'UNESCO, les débats initiés dans le cadre du

Sommet mondial sur la société de l'information, l'expérience acquise par certains professionnels à l'étranger sont autant de motifs d'espoirs.

La BH, présente en Haïti depuis 125 ans, est l'une des plus anciennes institutions du pays. Elle a toujours su relever les défis, renaître de ces cendres. Ça, au moins, j'y crois.

8.- Bibliographie et webographie

Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (2000, 2001, 2002). Rapport annuel.

Charlier Doucet, Rachelle (2000) : (2001) : Les musées en Haïti : Conjonction. La Revue Franco-haïtienne de l'Institut français d'Haïti no 206, pp. 57-73.

Ducharme, Christian (mars 2003) : Les bibliothèques numériques. Université de Fribourg. Support de cours.

Giovannini, Andrea : Introduction à la conservation et à la restauration du livre. Support de cours.

Milcé, Jean-Euphèle (2000): Bibliothèque haïtienne des Pères du Saint-Esprit: la collecte des miettes du passé: BCU Info. Journal interne de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg no 37. pp 21-26.

Milcé, Jean-Euphèle (2002) : Haiti, pour l'accès à l'information : le rôle social des bibliothèques : Arbido vol.17, no 11-12, p. 6.

Mincio, Danielle (janvier 2003): Préservation: exemple de la BCU/L. Université de Fribourg. Support de cours.

Trouillot, Lyonel (2001) : Patrimoine littéraire, connais pas ! : Conjonction. La Revue Franco-haïtienne de l'Institut français d'Haïti no 206, pp. 5-7.

Trouillot, Michel-Rolph (2000) : Port-au-Prince, Haïti, l'état d'un siège : Lire Haïti no 1, pp. 5-13.

Villard, Hubert (2001) : Un plan de conservation mise en œuvre à la bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne. Bulletin des bibliothèques de France no 6, pp. 94-100.

Villard, Hubert (1995) : Une démarche stratégique à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne. Dans : Dr Freddy Gröbli (ed.) :Für alle(s) offen. Bâle. Bibliotheken auf neuen Wegen. Oeffentliche Bibliothek der Universitat Basel.

www.anhhaiti.org (site des Archives nationales d'Haïti)

www.geocities.com/biblio_ayiti (site de la Bibliothèque haïtienne des Pères du Saint-Esprit)

www.unil.ch/BCU (site de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne)

9.- Liste de acronymes utilisés

AUPELF Française	= Association de Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française
BCU/L	= Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne
BH	= Bibliothèque Haïtienne (des Pères du Saint-Esprit)
FOKAL	= Fondation connaissance et liberté
ONU	= Organisation des Nations Unies
PMA	= Pays Moins Avancés
PNUD	= Programme des Nations Unies pour le Développement
UNESCO	= Office des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

10.- Annexes